



Nicolas Sarkozy

Ses métamorphoses Ses engagements

Dernier jour de campagne pour Nicolas Sarkozy, au Petit-Bornand-les-Glières (Haute-Savoie), le 4 mai. THOMAS COEX/AFP

Il est bien loin et oublié ce temps où le « petit Nicolas » servait Edouard Balladur avec application et attention. L'élève apprenait encore du maître. Jusqu'à le dépasser sans bavure douze ans après : Nicolas Sarkozy a réussi, le 6 mai, là où M. Balladur avait lourdement chuté au premier tour de la présidentielle de 1995. Contrairement à ses deux prédécesseurs, Jacques Chirac et François Mitterrand, il a atteint l'objectif Elysée à la première tentative. Avec dix ans d'avance sur eux deux.

Né le 28 janvier 1955 – Valéry Giscard d'Estaing, lui, avait accédé à la magistrature suprême à 48 ans –, M. Sarkozy est le sixième président de la V^e République. En campagne depuis trois ans, le président de l'UMP était habitué par cette ambition élyséenne depuis longtemps. Sûrement depuis l'aventure balladurienne malheureuse des années 1990 qui l'avait vu trahir son père spirituel en politique, M. Chirac, et qui devait structurer les relations, méfiantes et suspicieuses, entre les deux hommes dans les douze années sui-

vantes. Et probablement depuis plus longtemps encore, comme la vie rêvée d'un enfant qui voulait prendre sa revanche sur une jeunesse brillante mais douloureuse.

A la différence du président sortant, le chef de l'Etat qui prendra ses fonctions le 16 mai a creusé un sillon idéologique plutôt rectiligne en une trentaine d'années. Ses valeurs sont de droite, et il les assume crânement comme telles. En y ajoutant des ouvertures hors norme pour son camp. Nicolas Sarkozy a une particularité

assez peu répandue en politique : il annonce ce qu'il va faire et, généralement, il le fait. Quitte à apparaître brutal pour une partie de l'opinion. N'a-t-il pas martelé, tout au long de sa campagne, qu'il ne trahirait pas ses engagements – suivez mon regard ! – et qu'il ne décevrait pas ses électeurs. Chiche.

Ce supplément bâti à partir d'articles déjà publiés dans *Le Monde* s'ouvre sur les métamorphoses de M. Sarkozy, qui a fait sienne cette maxime : « Rester soi-même et devenir un autre. » Son agen-

da, extrait de l'entretien accordé à notre journal entre les deux tours de la présidentielle, court en bas de page de ce numéro. Il rappelle ses engagements dans les principaux domaines de la vie publique, politique, économique et sociale.

A cet égard, ce cahier spécial se présente comme une feuille de route que les lecteurs de *Monde* seraient bien avisés de conserver. Pour faire le bilan à la sortie. Comme le nouveau président le souhaite. ■

OLIVIER BIFFAUD



Les métamorphoses de Nicolas Sarkozy

Il était en campagne depuis trois ans. Ces derniers mois, l'homme s'est efforcé de prouver qu'il avait « changé ». Mais les signaux qu'il a émis restent contradictoires

Le 6 mai, s'il l'emporte, il fermera le rideau. Il partira quelque part, dans un endroit isolé – « comme pour une retraite », assure-t-il. Ce n'est pas tout à fait son style habituel. Il en parle d'ailleurs déjà comme d'une étape très organisée dans un agenda. Mais il le promet : s'il gagne, il s'accordera ce moment pour rentrer en lui-même. Trois jours : « *Le temps qu'il me faudra pour habiter la fonction.* »

Tout Nicolas Sarkozy est là. Volonté de s'élever, rapidité dans l'exécution. Tout de même, ce retour sur soi annoncé chez un homme qui a toujours affirmé ne pas aimer l'introspection étonne. Il explique tranquillement : « *Les Français veulent que je mérite cette élection. Si je gagne, je ne veux pas aller vers cette épreuve comme un benêt ou un plouc !* »

Rester soi-même ; devenir un autre : c'est à cela que le candidat de l'UMP s'attelle depuis six mois. Samedi 21 avril, lorsque dans son bureau il a retrouvé son « parolier » Henri Guaino, le publicitaire Jean-Michel Goudard, son directeur de campagne Claude Guéant et l'écrivain Georges-Marc Benamou, qui l'accompagne souvent, il avait déjà en tête tout ce qu'il allait dire le soir du premier tour.

Calme et concentré ; dur et injuste. Ces derniers temps, il est devenu le cauchemar des reporters radio. Sa voix est descendue d'une octave. Dans les entretiens pris à la volée, en marge de ses déplacements en province, Nicolas Sarkozy ne parle plus : il murmure. Sa voix de stentor, il ne la réserve plus qu'à ses mee-

tings, ses harangues. Aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), ville à laquelle il a consacré, le 21 avril, sa dernière apparition de candidat d'avant-premier tour, il avait délivré ses dernières confidences d'un ton morne et fourbu : « *Je suis calme, calme, très concentré.* » Puis il a redit encore, comme pour s'en convaincre : « *Je suis calme.* »

Pourtant, beaucoup de petits signes prouvent le contraire. Ses tics sont redevenus visibles, même lors de ses interventions télévisées. Les « petites mains » qui s'activent pour sa campagne ont toutes eu droit, à un moment ou à un autre, à ses « soufflantes ».

Un fil qui traîne, un dossier mal ficelé, un argumentaire qui ne lui convient pas, et voilà le candidat qui redevient agressif. Dur. Injuste, souvent.

Un ami, un jour, lui a glissé : « *Joséphine disait de Napoléon : "Il humilie trop et ne punit pas assez".* » Nicolas Sarkozy humilie beaucoup. Et ce, malgré les tentatives de ravantage de son directeur de campagne, Claude Guéant, que nombre de conseillers sarkozystes ont fini par appeler « *la Suisse* » – parce qu'il s'efforce de rétablir une certaine neutralité dans les rapports au sein d'une équipe sur des charbons ardents.

Mais il punit aussi. Pierre Méhaignerie a quasiment disparu du casting gouvernemental le jour où il a mis en doute la possibilité de réduire les prélèvements obligatoires de 4 points en cinq ans. Brice Hortefeux, ami de trente ans, a été cloué au pilori pour avoir grillé, trop tôt et dans la mauvaise direction, la cartouche de la proportionnelle aux législatives. « *Il explose les uns et les autres* », reconnaît François Fillon.

« Si tu vois rien, écoute ! » Dans ses visites en province, il ne cherche pas plus à dissimuler sa personnalité. « *Je vais aller à la rencontre des Français tel que je suis, affirme-t-il. Je ne vais pas me disperser. Pas me changer.* » En Provence, un chercheur du Cancéropôle de Toulouse l'interpelle : « *Votre conception déterministe de la vie réduit l'intérêt de la recherche.* »

M. Sarkozy, sur ses ergots : « *Par-don ?* »

Le chercheur, sans se démonter : « *Je pense à vos déclarations dans Philosophie Magazine.* »

M. Sarkozy : « *Vous l'avez lu ?* »

– *Des extraits.*
– *Alors, je vais vous écouter totalement. Ça évitera que je vous réponde sur des extraits.* »

Dans ces conversations improvisées, le climat est souvent tendu au départ. Mais, à la fin, généralement, le candidat se fait tout miel, sûr d'avoir le dernier mot : « *Allez, l'ami de la CGT, ne me caricaturez jamais. Moi je ne vous caricature-rai jamais. Ça s'appelle le respect.* »

Quelques jours plus tard, à Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse), lors d'un débat qui s'éternise avec les viticulteurs, n'en pouvant plus, il explose : « *Je devrais faire le gentil, l'aimable, mais chacun veut dire son truc !* » Il donne des cours de politique : « *Vous m'auriez dit "on a quatre problèmes", vous auriez désigné une personne pour me rencontrer, ç'aurait été plus efficace !* »

Discourant dans une usine à Metz, un ouvrier l'interrompt : « *On ne voit rien.* » M. Sarkozy, du tac au tac : « *Si tu vois rien, écoute !* »

Les femmes ont droit à plus d'égard et d'humour. Lors d'une rencontre avec les employés d'un centre d'appels à Lille, le portable d'une jeune fille sonne. Nicolas se fait alors tout sourire : « *S'il rappelle, dites-lui que vous êtes partie avec moi.* »

« Ni peur ni excitation ; zéro plaisir. » Au fond, au fur et à mesure que l'échéance approche, il s'exaspère le plus souvent sur des détails. « *Comme s'il avait besoin de vider la tension qui est en lui* », remarquent ses collaborateurs. Eux ont fini par faire le gros dos devant ses colères. Mais il se montre inébranlable sur sa stratégie. « *A la fois sensible et indestructible* », glisse Brice Hortefeux.

Insensiblement, pourtant, une gravité s'est installée. Il a encore ses engagements enfantins pour une chanson « *sixties* » que quelqu'un lui a fredonnée, guette toujours dans les yeux des journalistes qui le suivent une trace d'approbation pour le discours qu'il vient de prononcer.

Il se montre incapable d'être seul dans les avions qui l'emmènent en province et tout aussi incapable de parler d'autre chose que de lui, de sa campagne, des sondages qui le portent en tête, d'un débat qu'il pense avoir dominé, d'un opposant qu'il croit avoir mouché.

Mais on l'entend de plus en plus disserter sur « *le devoir qu'était [sa] candidature pour relever la droite* », sur « *l'ascèse* » qu'exige une campagne. Avec l'économiste Nicolas Baverez, avec Henri Guaino ou Georges-Marc Benamou, il évoque de plus en plus souvent les présidents du passé. Mitterrand, bien sûr, mais aussi de Gaulle et Georges Pompidou, qui mourut à l'Elysée sans vouloir avouer sa maladie aux Français.

M. Sarkozy avait une vision ludique et vorace de la politique. Il a perdu une par-

tie de sa joie devant ses agréments. « *Le tempérament s'est formé depuis trente ans, le sillon s'est creusé depuis quinze ans, et la mue s'est opérée en septembre 2005* », explique le publicitaire Jean-Michel Goudard, qui le connaît depuis vingt ans.

A cette époque, ses amis se souviennent que, marchant sur une plage de La Baule (Loire-Atlantique), il n'avait prêté qu'une oreille aux militants UMP qui l'acclamaient sur son passage : « *Il y a quelques années encore je serais venu les voir, mais maintenant, je n'ai plus besoin de ça.* » Aujourd'hui, il répète souvent : « *Je ne ressens ni peur ni excitation. Plaisir zéro.* »

Nicolas Sarkozy a laissé son épouse, Cécilia, recomposer en partie ses équipes. Placer auprès de lui ses fidèles, François de La Brosse, José Frèches, et mener une guerre sourde aux « copains » de toujours, Pierre Charon, Brice Hortefeux, Frédéric Lefebvre. Il sait que des murmures sur les états d'âme de sa femme circulent ; il refuse d'en dire un mot.

Le week-end de Pâques, il est parti seul chez son frère François. Elle a passé une semaine aux Etats-Unis, avec ses enfants. Mais rares sont ceux, désormais, qui ont accès à son intimité.

Ceux qui exécutent sans contredire. « *Personne n'a pu écrire que j'avais une garde de fer, affirme-t-il désolé. Je n'appartiens à personne. Si mes amis "historiques" ne me comprennent pas, c'est qu'ils ne sont ni mes amis ni historiques.* »

A-t-il changé vraiment ? « *J'ai eu plusieurs phases à subir pendant cette campagne, confie-t-il. Au début, certains voulaient que je prenne un coach pour parler aux femmes. Mais un coach, cela sert à se perdre soi-même. Puis on m'a demandé de sourire. J'en avais mal aux zygomatiques.* »

Le candidat n'a écouté personne, a suivi son instinct et ce qu'il croit être sa connaissance des hommes. « *C'est une sorte de Mitterrand de droite, sourit Georges-Marc Benamou, devenu son ami. Il y a de l'ancien président dans sa façon d'élaborer seul sa stratégie, de sélectionner ses conseils qu'on lui donne et de maîtriser ses entourage.* »

De fait, seuls ont survécu les professionnels. Ceux qui exécutent ses directives sans le contredire. Ceux qui le servent sans lui faire subir en retour leurs propres affects. Franck Tapiro, jeune publicitaire, a été évincé du staff : « *Un type intelligent et imaginatif, raconte M. Sarkozy, mais un blablateur. Au moindre sondage qui baisse, c'est la panique. François de La Brosse, qui l'a remplacé, c'est un calme, il ne diffuse pas de stress. Et pourquoi ai-je pris José Frèches plutôt que Loïc Lemeur pour animer le site Internet ? Parce qu'il est enthousiaste et fait campagne comme s'il faisait son premier voyage scout !* »

Exigeant avec les autres comme avec lui-même, il subsiste pourtant comme un manque. Il peut bien se rassurer en pensant qu'avec 31 % des voix la démonstration est faite que « *les Français ne [le] détestent pas autant que la gauche le pensait* ».

Mais, comme la plupart des hommes politiques, il cherche les marques d'une affection jamais assez grande à ses yeux.

Un jour qu'une femme se jetait sur lui pour lui dire combien elle le trouvait « *exceptionnel* », il s'est tourné vers ceux qui l'accompagnaient pour leur dire : « *Vous ne m'avez jamais dit ça, vous...* » ■

RAPHAËLLE BAQUÉ ET PHILIPPE RIDET
(Vendredi 27 avril.)

Président « responsable », gouvernement resserré, mais pas de VI^e République

ACTIF OU CONTEMPLATIF ? Intrusif ou participatif ? Boulimique ou rassasié ? Quel président Nicolas Sarkozy veut-il être ? Le candidat de l'UMP a beaucoup varié quant à sa manière de concevoir l'exercice du pouvoir, au fur et à mesure qu'il s'approche de son ambition suprême.

Avant sa désignation par les militants de l'UMP, en janvier, il lui importait avant tout de « rompre » avec la pratique de ses prédécesseurs, notamment celle de Jacques Chirac, perçu comme un « *président qui marche sur l'eau* ». Il n'a eu de cesse, jusqu'à cette époque, d'apporter la preuve que l'on pouvait faire autrement.

En limitant à deux les mandats du président, en constituant un gouvernement resserré à quinze ministres et en faisant du premier d'entre eux une sorte de « super directeur de cabinet », il a conçu un rôle à sa mesure : hyperactif, totalement responsable de la politique menée par le gouvernement – et davantage exposé.

Pas question, donc, d'une « *VI République* », mais une « *présidentialisation* » accrue de la V^e. Ainsi, revendiquant le droit de se présenter devant le Parlement une fois par an, ce que la Constitution lui interdit en raison de la règle de la séparation des pouvoirs, il

prend le risque de se placer en première ligne en cas de désaveu. « *Je serai un président qui assume ses choix* », martèle M. Sarkozy.

Parallèlement, le candidat de l'UMP, jugeant sans doute que cette ambition le faisait soupçonner de vouloir s'arroger tous les pouvoirs, a commencé, durant sa campagne, à dresser un autre portrait du président de la République qu'il veut être. Le suspecte-t-on de vouloir toujours plus ? Une partie de la gauche lui renvoie-t-elle l'image d'un apprenti dictateur ? Sans rien lâcher de ses ambitions, M. Sarkozy tente alors de se présenter dans une posture plus en harmonie avec les usages antérieurs.

Une épreuve sacrificielle

Dans ses discours, il a peu à peu laissé de côté tout ce qui pouvait passer pour une boulimie de pouvoir en présentant la fonction présidentielle comme une épreuve sacrificielle, une mise à nu, un abandon de soi-même. Cet autre Nicolas Sarkozy, tout neuf, a cherché à gagner en gravité, en mystère, en solitude.

Jamais un candidat à la présidentielle ne s'est autant attaché à masquer le plaisir d'assouvir enfin ses ambitions. A l'entendre, la montée des marches de l'Elysée serait un calvaire. Quant au pouvoir

suprême ? Il serait « *une ascèse, l'oubli de soi et, sans doute, la mise entre parenthèses de son bonheur personnel* », confie-t-il, mardi 10 avril, à Tours.

Deux mois plus tôt, au Zénith de Paris, il obtient le silence de milliers de jeunes acquis à sa cause pour leur confier : « *Des épreuves, j'en ai connu. Je sais qu'avec la voie que je me suis choisie, l'ambition que je me suis fixée, j'en connaîtrai d'autres. Je sais que je souffrirai encore.* »

Vers ce lieu que ses deux derniers locataires n'ont pas eu l'air de considérer comme un bagne, il s'avance sans plaisir. « *Il y a plus de bonheur à désirer qu'à posséder*, explique-t-il au philosophe Michel Onfray dans la revue *Philosophie Magazine*. *Pendant longtemps, j'ai vu la politique comme une façon de vivre (...). J'arrive au moment où je suis le plus proche du but que je m'étais fixé, il y a des années (...). Je suis en train de comprendre la gravité du choix que j'ai fait. Je ne l'avais pas mesurée (...). J'ai moins de bonheur à faire de la politique aujourd'hui que j'ai pu en avoir par le passé. J'en suis le premier étonné.* » Et encore : « *Le temps de la gravité commence* », déclare-t-il à *Paris Match*, le 6 avril. Nicolas Sarkozy ou la souffrance à l'Elysée ? ■

PH. R.

LE PARCOURS POLITIQUE DE NICOLAS SARKOZY, 52 ANS, AVOCAT

Photos AFP



1975. Première rencontre avec Jacques Chirac

On est à l'université d'été du RPR. Nicolas Sarkozy doit y prendre la parole au nom des « jeunes » du mouvement gaulliste. Allocation prévue : deux minutes. Il s'en arroge dix. Bluffé par son culot, Jacques Chirac l'invite à déjeuner à Matignon. Sa carrière est lancée.

1977. Membre du comité central du RPR, délégué national des jeunes (1978-1979)

1983. Maire de Neuilly

1988. Député des Hauts-de-Seine

1993. Ministre du budget, porte-parole du gouvernement Balladur





Ses réseaux

INSPIRATEURS



Henri Guaino
Ancien commissaire au Plan (1995-1998)
Economiste, cet ancien « souverainiste » est le co-inventeur, en 1995, de la « fracture sociale ».

Nicolas Baverez
Avocat, économiste, éditorialiste.
André Gluksmann
Philosophe.

PREMIERS MINISTRABLES



François Fillon
Sénateur de la Sarthe
Seguiniste à l'origine, puis balladurien, redevenu chiraquien puis sarkozyste. Il est l'homme de la réforme des retraites.

Jean-Louis Borloo
Actuel ministre de l'emploi.

Xavier Bertrand
Ancien ministre de la santé devenu porte-parole de Nicolas Sarkozy.

PERSONNES DE CONFIANCE

Jean-Michel Goudard
Publicitaire.

François de la Brosse
Publicitaire, chargé du site Internet.

Frédéric Lefebvre
Conseiller parlementaire.



Claude Guéant
Ancien préfet.

ancien directeur de la police nationale, homme de réseaux il est le directeur de campagne de l'UMP.

FUTURS RESPONSABLES ELYSÉE

Frank Louvrier
Communication.
Laurent Solly
Chef de cabinet.

SOCIÉTÉ CIVILE



Arno Klarsfeld
Avocat d'affaires et pénaliste.

« Spécialiste » des questions d'identité, choisi par le candidat pour « déminer » des dossiers sensibles.

Dominique Vasseur
Ancien médecin-chef de la prison de la Santé à Paris.

MONDE ÉCONOMIQUE



Henri de Castries
PDG d'Axa,
Héritier à la tête du groupe d'assurances de Claude Bébéar, le « parrain » des grands entrepreneurs français.

François Pinault
Groupe PPR.

Martin Bouygues
Groupe Bouygues, TF1.

Arnaud Lagardère
Groupe Lagardère, EADS.

Les premières mesures pour la France...

SOCIÉTÉ

Durant l'été, le **Parlement examinera une nouvelle loi sur l'immigration**. Le regroupement familial ne sera possible que « si la personne a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille sans les allocations familiales ». Il serait exigé des candidats à l'immigration d'« apprendre le Français avant ».

SOCIAL

« Dès l'été » une loi instituera un **service minimum garanti en cas de grève**, sauf accord préalable entre syndicats et ministères. Cette loi inclurait l'obligation du vote à bulletin secret pour la continuation de la grève. Une **réduction de la durée de procédure du licenciement** s'accompagnera d'une **hausse de l'indemnisation des chômeurs** et d'une **réforme de l'ANPE**. Une des premières lois portera sur l'égalité de salaire hommes-femmes.

SÉCURITÉ

Une loi sur la justice instaurera **des peines planchers sévères pour les multirécidivistes** et la majorité pénale dès 16 ans pour les mineurs multirécidivistes. Les **délinquants sexuels devront accepter un traitement médical pour sortir de prison** à l'issue de leur peine. Sarkozy veut créer des hôpitaux-prisons dès le premier collectif budgétaire.

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

Une autre mesure introduira une **déduction de l'impôt sur le revenu** des intérêts des emprunts contractés pour l'achat de son appartement (y compris pour ceux déjà contractés).

FISCALITÉ

Le Parlement votera la **suppression des droits de donation et de succession** pour 95 % des Français.

INSTITUTIONS

Le candidat prévoit un redécoupage des portefeuilles ministériels et un **gouvernement resserré à 15 ministres, dont chacun sera « évalué » chaque année**. Il souhaite présenter ses options **une fois par an devant le Parlement**. Les nominations aux fonctions les plus importantes de l'Etat seront validées par des commissions compétentes du Parlement.

EMPLOI

Dans une loi de finances rectificative, une **mesure sera adoptée pour déverrouiller la loi sur les 35 heures**. Les heures supplémentaires, payées 25 % de plus, seront exonérées de charges sociales et d'impôt sur le revenu.

ENVIRONNEMENT

Nicolas Sarkozy annonce un **« Grenelle de l'environnement »** avec les ONG, les industriels et les partenaires sociaux. Un grand ministère regroupera le développement durable, l'eau, l'énergie et les transports.

...et l'Europe

« Dès la première semaine », Nicolas Sarkozy promet de se rendre à Bruxelles et Berlin pour promouvoir un **« mini-traité européen », limité aux questions institutionnelles**. Devant permettre à l'Union européenne de fonctionner plus efficacement et de retrouver une capacité de décision, il serait **ratifié par le Parlement français**. Sa proposition, décriée dans un premier temps par les pays qui ont déjà ratifié le texte constitutionnel, à vocation plus large, a rencontré peu à peu un écho plus favorable, nombre de capitales redoutant un deuxième référendum en France. Elle a l'avantage de prendre en compte les pays les plus hostiles à la Constitution, comme la Grande-Bretagne.



1995. Membre du bureau politique du RPR, soutient Edouard Balladur contre Jacques Chirac à l'élection présidentielle

Depuis vingt ans, Nicolas Sarkozy est dans une relation de fidélité tendue avec Jacques Chirac. Premier ministre, Edouard Balladur le séduit par son autre mode de gestion de la politique et le fait entrer dans les milieux patronaux. A la présidentielle, Sarkozy choisit son camp contre Chirac

2002. Ministre de l'intérieur du gouvernement Raffarin

2004. Ministre de l'économie et des finances du gouvernement Raffarin



2004. Président de l'UMP. Président du conseil général des Hauts-de-Seine

Vingt et un ans avant, Sarkozy avait « piqué » la mairie de Neuilly à Charles Pasqua. Cette fois, pour préserver son siège de sénateur, ce dernier lui abandonne son fauteuil de président du département le plus riche de France. Ministre, il cumule également le poste de président de l'UMP.

6 mai 2007
Elu président de la République avec 53,06 % face à Ségolène Royal



Un gouvernement de 15 ministres en CDD

Avant aux candidats ministres : l'emploi n'est pas garanti. En convoquant, lundi 2 avril, une conférence de presse de 90 minutes consacrée à son programme et à ses priorités, le candidat de l'UMP a mis les aspirants sous pression. Il leur a proposé un CDD, soit « un contrat de mission évalué chaque année ». « Il est temps, a-t-il poursuivi, de faire comprendre aux ministres que c'est eux qui dirigent l'administration et non l'inverse. Ils sont responsables devant le chef du gouvernement et le président. » Exemple : « Le ministre de l'éducation nationale ne changera pas en fonction du nombre de manifestants dans la rue, mais parce qu'il n'a pas obtenu de résultats. »

L'ancien ministre de l'intérieur a également réaffirmé sa volonté de construire un gouvernement de « quinze ministres » à parité entre les hommes et les femmes. Il a en outre profité de l'occasion pour préciser la future architecture gouvernementale qu'il souhaiterait mettre en place. Ainsi propose-t-il la création d'un « ministère des affaires financières » chargé de la « réduction des déficits ». Un ministère de « l'emploi et des stratégies économiques » devrait prendre en charge « les performances économiques du pays ».

Le « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » figurera bien au nombre des nouveaux maroquins, malgré les critiques répétées de Simone Veil qui dans un entretien à *Tribune juive*, y voit « plus qu'une faute, une imprudence ». M. Sarkozy a d'abord parlé d'« intégration » au lieu d'« immigration », mais il l'a reconnu lui-même, c'était un lapsus...

Autre piste évoquée : le rapprochement de la santé et du sport, de l'éducation et de la culture. Ainsi qu'un ministère du « développement durable » au contenu audacieux puisqu'il regrouperait transports, énergie, eau, écologie et biodiversité.

La raréfaction des postes et les conditions d'exercice draconiennes ne paraissent pas décourager les impétrants. Dans l'après-midi, lors d'une visite en Bretagne, M. Sarkozy était accompagné de Jean-Louis Borloo, de Philippe Douste-Blazy et du président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Pierre Méhaignerie. Il s'agissait d'illustrer le ralliement du ministre de l'emploi au candidat de l'UMP. Ils ont ainsi visité une entreprise de croissants où il a rencontré plusieurs salariés bénéficiant d'un contrat de transition professionnelle (CTP). Ce dispositif, créé par M. Borloo, permet à un licencié économique de bénéficier de 80 % de son ancien salaire à condition de se former pour un autre emploi.

Satisfait, M. Borloo a alors suivi le reste de la visite dans une exploitation agricole de Servon-sur-Vilaine, cent pas derrière le candidat : « Moi, je ne suis pas candidat », a-t-il lancé à la presse. En marge de sa conférence de presse, M. Sarkozy avait confié ne pas vouloir livrer le nom de son premier ministre entre les deux tours. Il explique désormais que la campagne et le résultat « décanteraient » le nom de l'heureux élu. ■

PHILIPPE RIDET
(Mercredi 4 avril.)



(Mardi 16 janvier.)

Des chiffres contestés sur la délinquance

Nicolas Sarkozy a affirmé, jeudi 8 mars, sur France 2 que « 5 % des délinquants font 50 % des délits ». Une affirmation contestée, car elle n'est pas confirmée par les statistiques. Le ministre s'appuie sur une étude sociologique menée, en 2001, par Sebastian Roché sur la délinquance autodéclarée par les jeunes, première recherche de ce genre en France. Ces résultats avaient été popularisés par la commission d'enquête sur la délinquance des mineurs du Sénat, en 2002. Ils ont, depuis lors, nourri la thèse de l'existence d'un « noyau dur » de la délinquance.

M. Roché avait questionné 2 300 jeunes de 13 à 19 ans de des agglomérations de Saint-Etienne et de Grenoble. Auditionné au Sénat, en mars 2002, il avait livré sa conclusion : « On trouve une très forte concentration de la délinquance sur un petit ensemble de personnes. » M. Roché faisait alors référence à « la théorie des 5 % ». Il précisait : « D'après les jeunes auteurs de délits eux-mêmes, il y a bien 5 % qui pèsent 60 % à 85 % du total des actes. »

Le rapport sénatorial avait généralisé ce résultat, devenu sous-tête de chapitre intitulée : « Une délinquance concentrée : la théorie des 5 % ». Au cours de leurs auditions, les sénateurs avaient pourtant entendu un point de vue divergent. Le procureur de la République d'Annecy avait, pour sa part, indiqué : « Il convient de moduler l'idée selon laquelle ce sont toujours les mêmes mineurs délinquants qui sont interpellés. » Le magistrat s'appuyait sur des chiffres : « En 2001, le commissariat d'Annecy a interpellé 314 mineurs ; 286 l'ont été une seule fois, et 28 à plusieurs reprises. »

« Noyaux "suractifs" »

Le candidat de l'UMP extrapole les résultats de M. Roché à l'ensemble des délinquants, à l'appui de sa proposition phare en matière de justice pénale pour la présidentielle : l'instauration de peines-planchers automatiques pour punir plus durement les récidivistes. Selon l'entourage du ministre, « l'existence de jeunes suractifs dans la délinquance est une

évidence, constatée par les policiers comme les magistrats ». Mais la France ne dispose pas des outils statistiques qui permettraient de conforter l'estimation de M. Sarkozy.

Pour M. Roché, le ministre commet une « erreur de présentation » : « J'ai parlé de 5 % d'une classe d'âge et non de 5 % des délinquants qui ont déjà commis un délit », précise-t-il. « Si on prend ces derniers, 5 % des auteurs sont responsables de 30 % des délits (...). M. Sarkozy a le mérite de mettre le doigt sur un vrai problème, mais ses conseillers sont allés un peu vite. » Le sociologue ajoute que la notion de « noyau dur » de la délinquance est trompeuse : « Ce n'est pas parce qu'on détruirait ce noyau qu'on serait débarrassé du problème. Il s'agit plutôt de noyaux "suractifs", dans lesquels des jeunes entrent tandis que d'autres en sortent. »

Le problème tient à la mesure de la délinquance. En 2006, « la police n'a identifié les auteurs que de 34 infractions sur 100, elle ne sait donc pas qui a commis 66 % des infractions », explique le juge Serge Portelli, qui a décortiqué le bilan de M. Sarkozy au ministère de l'intérieur, chiffres à l'appui, dans un livre à paraître. « Il est donc impossible d'affirmer que 50 infractions sur 100 sont commises par des récidivistes, que donc 1 862 794 crimes et délits sont de leur seul fait », ajoute M. Portelli. L'enquête de victimation menée par l'Insee, en 2006, montre que la délinquance dont les personnes se déclarent victimes est trois fois supérieure aux chiffres officiels.

Quant à la récidive, « telle qu'elle est définie par la loi, elle ne représente que 5 % des condamnations prononcées par les tribunaux, et elle n'augmente pas », indique le magistrat, appelant sur ce sujet à « mobiliser l'intelligence plutôt que la peur ». ■

NATHALIE GUIBERT
(Mercredi 14 mars.)

PROPOSITIONS Sécurité et délinquance

Une nouvelle loi d'orientation

Ce n'est guère une surprise, Nicolas Sarkozy veut poursuivre l'action entreprise au ministère de l'intérieur. Il souhaite l'adoption par le Parlement, dès 2007, d'une nouvelle loi d'orientation, après celle d'août 2002. L'un des objectifs serait de réaliser un nouvel effort pour l'équipement des policiers en sécurité publique. Le candidat de l'UMP veut encourager le développement des armes « à létalité réduite », comme le pistolet à impulsion électrique ou le flashball. Il souhaite que les patrouilles soient équipées, à bord des voitures, d'une caméra vidéo destinée à filmer leurs interventions, afin de prévenir toute polémique sur ces dernières.

Les 16-18 ans jugés comme des majeurs

Pour les multirécidivistes, M. Sarkozy réclame des peines planchers ; pour les mineurs récidivistes, une révision de l'ordonnance de 1945 qui permettrait de juger les 16-18 ans comme des majeurs. Des jurys populaires seraient mis en place dans les tribunaux correctionnels. La vraie nouveauté pourrait venir de l'organisation de la sécurité. M. Sarkozy veut réaliser deux projets qu'il envisage depuis plusieurs années : un rapprochement plus étroit entre la police et la gendarmerie, cette dernière conservant le statut militaire, et la fusion entre les renseignements généraux (RG) et la direction de la surveillance du territoire (DST) au sein d'une grande direction antiterroriste. ■

(Samedi 10 mars.)

PROPOSITIONS Réforme des institutions

Contre la proportionnelle à l'Assemblée
M. Sarkozy est hostile à la proportionnelle aux élections législatives, mais se dit favorable à l'introduction d'une dose de proportionnelle au Sénat afin qu'y soient représentés les divers courants politiques.

Cumul des mandats autorisé
Il est opposé à l'interdiction du cumul des mandats. Il souhaite limiter l'usage du 49-3 et permettre à 10 % du corps électoral de proposer le vote d'une loi. Le Parlement est informé en cas de décision d'envoyer des troupes à l'extérieur. Le nombre de quinquennats présidentiels est limité à deux. Le président de la

République peut venir expliquer sa politique devant le Parlement.

Nominations contrôlées
Il souhaite limiter à quinze le nombre de ministres, dont les compétences sont fixées par une loi organique. Il se prononce pour la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale et d'un ministère du développement durable. Le pouvoir de nomination du président de la République est limité par la possibilité, pour les commissions compétentes de l'Assemblée et du Sénat, de s'opposer, à la majorité qualifiée, à une nomination. ■

(Mardi 27 mars.)

SA PRISE DE FONCTIONS

« Le calendrier doit être respecté. Le président de la République est élu jusqu'au 17 mai à 0 heure. Je n'imagine pas que la passation de pouvoir puisse se faire avant le 16. Qu'il y ait une dizaine de jours pour digérer la campagne et habiter la fonction présidentielle, cela ne me semble pas de trop.

Je rendrai compte de mon action et de mes grands choix devant les parlementaires une fois par an et je tiendrai régulièrement des conférences de presse pour rendre compte de l'état du pays et des résultats que j'aurai obtenus.

Mon gouvernement ne dépassera pas 15 ministres qui seront évalués chaque année au regard de la lettre de mission qu'ils auront reçue. La nomination des secrétaires d'Etat interviendra après les élections législatives.

Il pourrait même y avoir un président issu de l'immigration ! Il y aura des surprises. J'irai assez loin dans l'ouverture politique et le renouvellement. »

ENTRETIEN DE NICOLAS SARKOZY
AVEC ÉRIC FOTTORINO, PATRICK JARREAU,
ARNAUD LEPARMENTIER ET PHILIPPE RIDET
(Jeudi 26 avril.)

SA PREMIÈRE SEMAINE À L'ÉLYSÉE

« Je proposerai, le premier jour, aux partenaires sociaux, quatre conférences pour septembre. La première portera sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Les entreprises auront deux ans pour la réaliser. Après, l'inspection du travail transmettra au parquet les cas de discrimination. Deuxième discussion : la flexisécurité, avec l'adoption du contrat de travail unique, le nouveau service public de l'emploi, la hausse des indemnités des chômeurs, mais aussi la réduction de la durée de la procédure de licenciement. Troisième chantier, l'amélioration des condi-

tions de travail et la lutte contre le stress. Enfin, la démocratie sociale, que j'aimerais renouveler comme on l'a fait pour la politique. Cela veut dire liberté de présentation au 1^{er} tour des élections professionnelles, aide au financement des syndicats, sanctuarisation pendant quelques mois de la négociation entre partenaires sociaux, pour que le législateur n'intervienne qu'en cas d'échec. L'objectif est d'aboutir fin 2007.

Ma deuxième journée sera consacrée à la préparation d'un Grenelle de l'environnement, avec les ONG, les industriels et les partenaires sociaux, car je n'oppose pas

l'écologie au social. Sur les OGM, je suis pour la recherche, mais, à ce stade, contre la production commerciale. Je prendrai les décisions après un débat transparent, éclairé par les scientifiques. Mais pas question de commencer par un moratoire sur les cultures en plein champ ! Ce serait fermer le débat. L'instauration d'une taxe sur le carbone et la création d'une fiscalité écologique seront à l'ordre du jour. J'aurai, à ce moment, annoncé les frontières du ministère du développement durable, qui intégrera l'eau, l'énergie, les transports. »

ENTRETIEN (Jeudi 26 avril.)

N. G.

(Vendredi 4 mai.)



Libéraliser le système éducatif

Suppression de la carte scolaire, autonomie des établissements, rémunération des enseignants au mérite, encouragement du privé sous contrat à s'implanter dans les zones sensibles : les propositions de réforme avancées, mercredi 22 février 2006, par le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, à l'issue de la convention UMP sur l'éducation, ébranlent les fondements du système éducatif français. « Je ne conçois pas que nous puissions imaginer ensemble la France d'après sans avoir un projet pour l'école. Notre devoir est de prendre des risques à la mesure des objectifs que nous croyons justes », a-t-il affirmé dans son discours. Quinze mois avant l'élection présidentielle, M. Sarkozy a donc pris le risque de se mettre à dos une partie du corps enseignant.

Les organisations syndicales ont réagi très vite. Le SGEN-CFDT a qualifié M. Sarkozy de « chantre du libéralisme ». L'UNSA-éducation a estimé que ses propositions constituaient « une synthèse libérale et conservatrice ».

Rare personnalité marquée à gauche invitée à la convention, le secrétaire général de la FSU, principale fédération syndicale de l'éducation, Gérard Aschieri, s'est prononcé contre la suppression de la carte scolaire : « Ce n'est pas en libéralisant la carte scolaire que l'on parviendra à progresser vers la mixité sociale et à sortir de la ghettoïsation de certains établissements. »

Une conviction pourfendue par M. Sarkozy, qui fait du « libre choix des établissements par les parents » son principal credo. A l'inverse de la carte scolaire, qui constitue, selon lui, « un privilège pour les uns, une fatalité pour les autres », le libre choix crée « une émulation entre les établissements et incite chacun d'entre eux à améliorer ses performances ».

Pour réussir une telle réforme, M. Sarkozy prône une autonomie renforcée des établissements. Chacun d'entre eux devrait ainsi pouvoir se doter d'un projet éducatif spécifique « en contrepartie de la liberté d'affecter librement 20 % de son budget à la mise en œuvre » dudit projet. Il a aussi souhaité « valoriser ceux qui exercent dans les conditions les plus difficiles » et « améliorer la rémunération et le pouvoir d'achat des enseignants volontaires ».

Le président de l'UMP a par ailleurs réitéré ses critiques à l'encontre des zones d'éducation prioritaire (ZEP), pourtant relancées par le ministre de l'éducation nationale, Gilles de Robien, qui a ouvert la convention UMP. « Les ZEP accroissent les inégalités sociales au lieu de les réduire parce qu'elles aggravent la ségrégation urbaine en raison des stratégies de fuite qu'elles provoquent », a affir-

mé M. Sarkozy. Le président de l'UMP propose de développer des projets d'établissement d'excellence à l'image du lycée expérimental initié en Seine-Saint-Denis par Gilbert Béréziat, président de l'université Pierre-et-Marie Curie (Paris-VI) et par Richard Descoings, directeur de Sciences Po Paris.

M. Sarkozy souhaite que « les établissements sous contrat, qui veulent ouvrir des antennes ou des écoles dans les zones moins favorisées soient encouragés à le faire, alors qu'ils en sont aujourd'hui dissuadés ». Cette main tendue au privé risque de rallumer les vieilles querelles entre partisans de l'école publique et de l'école « libre ». Le nombre d'établissements privés implantés en ZEP se compte actuellement sur les doigts d'une main. S'ils ont toute liberté de s'y installer, ils doivent largement financer leur implantation.

Enfin, les propositions du président de l'UMP écornent certains points de la loi d'orientation sur l'école de François Fillon, pourtant conseiller de Nicolas Sarkozy sur l'éducation. Ainsi, parmi « les changements concrets qui donneront à l'école un visage plus moderne », M. Sarkozy a défendu le développement du sport, discipline absente du socle com-

mun de connaissances définie par la loi Fillon. (...)

(24 février 2006.)

(...) M. Sarkozy s'engage à augmenter de 50 % le budget de l'enseignement supérieur d'ici à 2012, soit 5 milliards d'euros de plus qu'aujourd'hui. Cet effort n'aura pourtant, selon le patron de l'UMP, « aucun effet s'il continue d'alimenter un système qui conduit 45 % des étudiants à l'échec et tant de diplômés au chômage ».

Pour lui l'amélioration du système passe par une orientation plus sélective des étudiants. M. Sarkozy souhaite notamment créer « un service public de l'orientation (...) mieux connecté avec le monde du travail ». Il fournirait des informations sur les débouchés des filières et la qualité des enseignements. Les universités, de leur côté, devront donner au futur étudiant, au moment de son inscription, leur avis sur ses chances de réussite dans telle ou telle filière.

Cette piste de réforme rejoint la récente proposition de François Goulard, ministre délégué à l'enseignement supérieur, d'instaurer pour les lycéens un système de préinscription à l'université afin de les aider à s'orienter.

Mais le patron de l'UMP veut aller plus loin. Tout en affirmant la nécessité d'augmenter les capacités d'accueil de

l'enseignement supérieur, il s'est prononcé pour « des limites » au financement de filières « sans débouchés ». « Que des étudiants veuillent persister dans ces filières, c'est, après tout, leur droit. Mais ce n'est pas le rôle de la collectivité de les financer, encore moins de les inciter », a-t-il estimé.

Il s'est engagé sur un terrain sensible, celui de la sélection à l'université. Il a suggéré d'instaurer à l'université une « réorientation en fin de premier semestre pour les étudiants dont les résultats seraient insuffisants ». L'autre levier par lequel pourrait se faire la réforme est celui de l'autonomie. Selon M. Sarkozy, « il y a là une vraie marge d'amélioration de notre système universitaire ». Il propose aux universités qui le souhaitent de les « libérer du carcan administratif, centralisé et inefficace qui pèse sur elles ».

Dotées d'un statut d'autonomie réelle », ces universités seraient « libres de créer ou de supprimer des postes », « de choisir leurs enseignants et leurs chercheurs », « de les rémunérer comme elles veulent », de « gérer leur patrimoine immobilier » ou encore « de faire des choix pédagogiques en lien avec leur environnement économique... », a énuméré M. Sarkozy. L'Etat conserverait la main sur les diplômes nationaux et se chargerait d'évaluer l'ensemble des universités. (...)

(6 octobre 2006.)
CATHERINE ROLLOT

Le réchauffement climatique, « premier combat »

Dès le soir de son élection, Nicolas Sarkozy a placé la lutte contre le réchauffement climatique en tête de ses préoccupations. « La France fera de ce combat son premier combat », a affirmé le président élu. Il a également confirmé l'organisation d'une conférence sur l'environnement au mois de septembre avec les associations, afin de débattre des principales réformes à venir. Son ordre du jour sera défini lors d'une rencontre préparatoire qui se tiendra juste après la désignation du nouveau gouvernement.

Alors que le thème de l'environnement n'a pas été souvent mis en avant au plus fort de la campagne électorale, ces deux gestes témoignent d'un engagement important du nouvel élu sur ce terrain, dans le droit-fil de son prédécesseur, Jacques Chirac. Mais, tandis que le président sortant était apparu isolé au sein de la droite, Nicolas Sarkozy entend faire partager sa vision. « J'ai la responsabilité de faire évoluer une famille politique qui a fait des choses en matière d'environnement, mais qui a aussi fait des erreurs et n'a pas toujours été à la hauteur », avait-il déclaré le 31 janvier après avoir signé le Pacte écologique de Nicolas Hulot.

M. Sarkozy s'est engagé à mener « en cinq ans les actions nécessaires pour que

tous les problèmes écologiques de la France soient résolus d'ici une à deux générations ». Au centre du dispositif figure la réforme de la fiscalité écologique, qui doit permettre de « donner un prix à la nature et un coût à la pollution ». Aujourd'hui, cette fiscalité, essentiellement constituée de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), représente 2,3 % du PIB. Le nouveau président souhaite la faire passer à 5 %, en baissant d'autant la fiscalité sur le travail.

Les modalités concrètes de cette réforme, qui doit aboutir à une taxation plus importante du carbone mais aussi d'autres sources de pollution, ne sont pas encore définies. Quelques pistes sont évoquées, comme la création d'une redevance pour l'utilisation du réseau routier français par les camions étrangers. « Cela fait partie des thèmes qui seront débattus en septembre », explique Nathalie Kosciusko-Morizet, la conseillère de M. Sarkozy sur l'environnement.

Le président élu souhaite également l'instauration d'une taxe sur les produits importés dans l'Union européenne venant de pays non soumis aux obligations de réduction des gaz à effet de serre, afin de lutter contre le « dumping écologique ». Dans le domaine de l'énergie, il a maintes fois rappelé son soutien au nucléaire, jugé « propre », et son souhait de développer les énergies renouvelables, sans mentionner d'objectif chiffré.

Parmi les principales promesses figure la responsabilité illimitée des maisons mères dans les dommages environnementaux causés par leurs filiales. Dans le domaine agricole, M. Sarkozy souhaite développer les agricultures biologique et raisonnée en leur donnant un accès privilégié à la restauration collective. La position du président élu sur les OGM n'est pas tranchée. Il s'est déclaré « sceptique sur [leurs] vrais avantages », mais n'est pas favorable à un moratoire sur leur culture en plein champ.

La création du grand ministère du développement durable, qui devrait regrouper les compétences actuelles de l'écologie (eau, risque, biodiversité et paysages), ainsi que les transports et l'énergie, constituera un bouleversement dans la hiérarchie gouvernementale. L'objectif est de remédier à la faiblesse du ministère actuel, souvent perdant dans les arbitrages. Ce changement est toutefois redouté par les fonctionnaires concernés et certains responsables associatifs, qui craignent une « dilution » des questions environnementales.

« Ils savent qu'ils sont trop petits, et ont peur d'être à l'ombre de plus gros, reconnaît M^{me} Kosciusko-Morizet. Mais ce sera un ministre chargé du développement durable, et c'est à cette aune qu'il sera jugé. Il s'agit au contraire de se donner plus de chances de mener une politique environnementale efficace. » ■

(Jeudi 15 mars.)

GAËLLE DUPONT

PROPOSITIONS Université et recherche

L'autonomie des universités

Avant la fin de l'été 2007, Nicolas Sarkozy s'engage à entreprendre une réforme de la gouvernance et de l'autonomie des universités. Parmi les propositions, un conseil d'administration resserré à 20 membres au maximum, parmi lesquels un quart de personnalités extérieures, et un président élu pour un mandat de quatre ans renouvelable, aux prérogatives élargies. Le candidat UMP propose de faire « adopter un statut d'autonomie réelle pour les universités

volontaires », qui disposeront alors « de l'intégralité des moyens auxquels elles font appel, l'ensemble des personnels et du patrimoine immobilier en particulier ».

Un effort supplémentaire de 4 milliards d'euros

« La recherche doit être avec l'enseignement supérieur la première priorité budgétaire de l'Etat », affirme le candidat de l'UMP, qui propose d'« augmenter d'un quart le financement de la recherche publique » soit « un effort additionnel de 4 milliards

d'euros à l'horizon 2012 ». Ils s'ajoutent aux 5 milliards d'euros dégagés pour l'enseignement supérieur. M. Sarkozy s'engage à « rapidement revaloriser la rémunération et les conditions de travail des jeunes chercheurs ».

Il veut aussi réformer le mode de financement de la recherche, en attribuant les crédits non plus aux organismes mais aux « projets qui font preuve de leur excellence scientifique ». ■

(Jeudi 12 avril.)

PROPOSITIONS Education

L'effort et le mérite

Le candidat de l'UMP veut « inculquer le goût de l'effort et du travail » et « récompenser le mérite » dans « une école du respect ». L'école primaire doit donner à tous « les bases fondamentales », le collège « le goût des grands auteurs, le sens de la rigueur scientifique, les repères indispensables », et 5 % d'élèves de chaque lycée devraient pouvoir rejoindre une classe préparatoire.

Etablissements autonomes

Le candidat de l'UMP défend « l'autonomie » des établissements, mobilisés autour d'un « projet ». Il prône une « suppression progressive de la carte scolaire en donnant la liberté de choix aux parents » et souhaite que les établissements privés sous contrat « réorganisent leurs implantations ». Partisan de « déposer le bilan des ZEP », M. Sarkozy projette de « diviser par deux les effectifs des établissements les plus dégradés pour en faire, en cinq ans, des établissements d'excellence ». La carrière des enseignants et leur pouvoir d'achat seront revalorisés. Les tâches supplémentaires seront rémunérées. Nicolas Sarkozy attend des enseignants qu'ils soient « aussi des éducateurs » et que les parents soient « informés, reçus et respectés ». ■

JE M'EN VAIS,
JE VOUS RACCOMPAGNE
QUELQUE PART ?



Pessin
(Lundi 12 mars.)

PROPOSITIONS Environnement

Réformer la fiscalité verte

Le candidat de l'UMP souhaite réformer « en profondeur » la fiscalité verte, afin que les comportements vertueux deviennent moins chers que les comportements polluants. Le montant des taxes vertes serait doublé « à taux de prélèvements constants », grâce à une baisse parallèle de la fiscalité sur le travail. Un crédit d'impôt environnemental serait institué. Une TVA à taux réduit

pour les produits respectant l'environnement est proposée, ainsi qu'une taxation du contenu en carbone des produits importés. Une redevance pour l'utilisation du réseau routier français par les camions étrangers est aussi envisagée.

L'énergie nucléaire confortée

L'énergie nucléaire, jugée « propre », serait confortée, les biocarburants et les énergies renouvelables

seraient « développés ». Côté entreprises, le candidat souhaite que les maisons mères soient responsables de façon illimitée des dommages causés par leurs filiales. Dans le domaine agricole, il prône le développement de l'agriculture biologique et raisonnée, notamment en donnant à celle-ci l'accès à l'approvisionnement de la restauration collective. ■

(Samedi 31 mars.)



Jouer en même temps sur l'offre et sur la demande

Nicolas Sarkozy n'est pas un tireur d'élite. Il adore trop envoyer des rafales, tous azimuts. Il aime trop multiplier les promesses. Il s'enflamme à aligner les déclarations, souvent en fonction du public présent. Il n'y résiste pas. Comme tous les confrères, on a donc renoncé, depuis plusieurs semaines, à détailler dans ses discours les innombrables « je veux », les « je propose », les « il faut » : autour d'une centaine quand même à Charleville-Mézières, le 18 décembre 2006, pour clamer : « Je ne veux pas qu'on abandonne les Ardennes à leur sort ! » Ah mais !

Il n'a probablement pas tort, notez. Le monde est complexe et plus personne ne croit à la *silver bullet*, comme disent les Américains, la balle qui règle tout pour toujours. Les problèmes économiques imposent aujourd'hui d'y aller par tirs successifs, quitte à changer d'angle, à redoubler. Mais cet exercice auquel se livre avec jubilation notre « M. Mitraillette », ne rend pas la vie facile aux commentateurs. Atteindra-t-il la cible ? Combien toute cette pétarade va-t-elle nous coûter en munitions ?

Qu'y a-t-il d'essentiel derrière la fumée des tirs ? Les plus importantes des mesures concernent le marché du travail. C'est par ce biais que Nicolas Sarkozy compte, à très court terme, débloquent le pays et accélérer la croissance. Un choix conforme à beaucoup d'analyses, au-delà des cercles libéraux.

Mais, une fois posée cette stratégie, la tactique est discutable. La fusion ANPE-Unedic est sûrement utile, mais le contrat de travail unique, remplaçant CDD et

CDI, ne s'appliquera qu'au fil des emplois créés, comme le CNE. Dans l'immediat, l'essentiel porte sur les heures supplémentaires. Comme le candidat renonce à abolir les 35 heures, il contourne l'obstacle en supprimant leur contingentement et ajoute qu'elles seront détaxées et défiscalisées. Cette trouvaille est intelligente : elle permet à la fois d'augmenter l'offre en autorisant les secteurs qui sont en pénurie de main-d'œuvre à produire plus (des centaines de milliers de postes restent vacants dans la restauration, le bâtiment, la distribution... selon l'ANPE) et d'augmenter la demande, puisque les salariés de ces secteurs

gagneront plus et pourront dépenser cet argent. L'effet sur la croissance sera positif.

En revanche, cette trouvaille ne servira à rien, directement, pour réduire le chômage. Au contraire, elle est favorable à ceux qui ont les emplois, les insiders. Mais son plus gros défaut est que les heures supplémentaires n'existent en quantité qu'en cas d'accélération de la croissance, mais qu'elles fondent en cas de recul. Bref, ce n'est qu'un booster, pas un moteur, comme le fait remarquer Eric Chaney, économiste de la banque Morgan Stanley. Heureusement pour Sarkozy, ajoute-t-il, l'année 2008 devrait connaître une amélioration conjoncturelle par rapport à cette année, grâce à la fin des vaches maigres en Allemagne et en Italie. Quant à la défiscalisation de ces heures supplémentaires, elle fait pousser des cris aux économistes : beaucoup trop cher (4,6 milliards d'euros, donc Bercy s'y opposera) et inutile : « Il ne faut pas subventionner les insiders mais les chômeurs ! », déplore Patrick Artus, de Natixis.

Quoi d'autre ? L'augmentation de 50 % du budget de l'université et la promesse de porter la recherche-développement à 3 % du PIB. C'est une mesure cruciale, mais Ségolène Royal la proposera aussi. Toute la différence sera dans le « comment ». Et on ignore les détails de ce qu'envisage Nicolas Sarkozy pour ne pas gâcher cet argent et pour vraiment dynamiser l'innovation en France.

L'autre volet de mesures concerne la fiscalité. La suppression des droits de succession, sous condition, peine à trouver des défenseurs. Au contraire, cet impôt est l'un des dispositifs les plus conformes à la justice sociale et, aussi, à la volonté de récompenser le travail dont Nicolas Sarkozy a fait sa « valeur ». Le bouclier fiscal à 50 % du revenu des ménages trouve en revanche plus d'adeptes. C'est un biais pour tuer l'ISF, impôt tabou dont beaucoup estiment maintenant que son coût net dépasse trop largement son rapport symbolique.

Une foule des autres promesses du candidat de l'UMP portent beaucoup de questions : c'est le cas des déclarations fleurant le protectionnisme sur « la préférence communautaire », de celle sur la baisse de la TVA dans la restauration (ce canard est toujours vivant !), sur les droits opposables (hébergement, crèches...). C'est le cas aussi de la volonté de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite : ce ne serait le cas ni dans l'éducation, ni dans la police, ni à l'hôpital, alors où ?

La question principale porte sur le



Dessin de Séverin Millet. (Vendredi 22 décembre 2006.)

bouclage financier du programme. Son coût, sur la législature, est estimé à 42 milliards d'euros par l'Institut de l'entreprise. Or Nicolas Sarkozy veut, en plus, abaisser les impôts de 34 milliards : c'est impossible dans ces conditions de réduire les déficits et la dette, surtout que l'UMP escompte une croissance de 2,25 % en moyenne par an, ce qui paraît optimiste.

Beaucoup de pétards pour rien ? Oui, parce que tout se réduit à peu, le programme législatif de l'UMP est curieusement beaucoup plus roboratif. Non, parce que le discours sur les vertus du travail est nécessaire. Mais l'ambiance reste à la dépense électorale, à l'économie de la demande. La perte de compétitivité de la France mérite une stratégie économique d'offre plus cohérente et plus ciblée que ne le croit « M. Mitraillette ». ■

ERIC LE BOUCHER
(Lundi 12 février.)

Le coût du projet de l'UMP est sous-évalué

L'UMP et le PS auraient-ils engagé une course à la minoration du coût de leurs propositions présidentielles ? Dans un entretien aux *Echos* du 14 février, Nicolas Sarkozy assure que son projet « représente 30 milliards d'euros en cinq ans, dont 15 milliards d'allègements d'impôts et de charges ». Le candidat de l'UMP reprend ainsi le chiffre de son parti – très éloigné de celui qu'en a fait le Parti socialiste (« plus de 77 milliards ») – mais aussi de celui, moins polémique, établi sur *Debat2007.fr* par la cellule de l'Institut de l'entreprise. Celle-ci, composée de trois experts budgétaires indépendants aux sensibilités politiques différentes, s'en tient à un coût d'un peu moins de 50 milliards d'euros.

« Ce n'est pas la même chose de dépen-

ser pour assister et de dépenser pour investir », fait aussi valoir M. Sarkozy, qui dit attendre des recettes de TVA supplémentaires des allègements fiscaux et sociaux sur les heures supplémentaires. Il révèle aussi que son objectif est de « redéployer autour de 5 % des 590 milliards d'euros de dépenses publiques ». Et juge « intéressante si elle est portée au niveau européen » l'idée de taxer les mouvements spéculatifs de capitaux.

Interrogé mercredi sur Canal+, le premier secrétaire du PS a qualifié de « ni sincère ni fiable » l'évaluation de M. Sarkozy, n'estimant « pas sérieux aujourd'hui (...) de dire qu'on va baisser les impôts et les taxes quand on a une dette publique de cette importance » (...). ■

CLAIRE GUÉLAUD
(Jeudi 15 février.)

PROPOSITIONS Dette publique et fiscalité

Réduire les impôts directs

Le président de l'UMP veut ramener la dette publique à moins de 60 % du PIB d'ici à 2012, limiter la progression des dépenses publiques à 1,8 % par an en volume et baisser les prélèvements obligatoires de 4 % du PIB sur dix ans. Un programme coûteux : 32 milliards d'euros, selon l'UMP, 61,58 milliards (51,93 en net) selon *Débat 2007*, cellule de chiffrage de l'Institut de l'entreprise, présidé par Michel Pébereau.

Droits de succession supprimés

M. Sarkozy veut détaxer les heures supplémentaires, supprimer les droits de succession pour 95 % des Français et leur permettre de déduire les intérêts d'emprunt, pour financer leur logement. Il propose, « quand ce sera possible », d'abaisser le bouclier fiscal à 50 % – les impôts directs ne dépasseraient pas la moitié des revenus – en y intégrant les contributions sociales (CSG, CRDS).

Il veut que les assujettis à l'ISF puissent en déduire les sommes investies dans les PME (jusqu'à 50 000 euros) et que « les entreprises qui investissent et qui créent des emplois » paient moins d'impôt sur les bénéfices. M. Sarkozy veut défiscaliser totalement les emplois de service à la personne et supprimer les droits de mutation en cas de mobilité professionnelle. ■

(Mardi 20 mars.)

LE POUVOIR D'ACHAT ET LA RIGUEUR ÉCONOMIQUE

« Je ne veux pas une politique de sacrifices, car elle ne mène à rien. On ne réduit pas les déficits et l'endettement avec des sacrifices.

Je veux une politique fondée sur l'effort et le travail, ce qui n'a rien à voir. Je veux augmenter la colonne recettes en donnant de la croissance à l'économie française, et réduire la colonne dépenses en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur deux. La bonne stratégie, c'est de passer de 2,2 % à 3 % de croissance.

Quatre pays en Europe ont réalisé le plein-emploi : la Suède, l'Irlande, le Danemark, le Royaume-Uni. L'Espagne, de son côté, a divisé par 2 son taux de chômage. Aucun n'a choisi la stratégie du partage du temps de travail, celle des 35 heures. Cette piste, je la ferme.

Tous ont parié sur le travail. Je propose la

réforme du service public de l'emploi ; l'interdiction pour un chômeur de refuser plus de deux emplois correspondant à sa qualification ; une activité minimum en échange d'un revenu social ; la possibilité de travailler à temps partiel pour les retraités ; la défiscalisation des heures supplémentaires et du travail des étudiants. La réponse des socialistes à la pauvreté, c'est la gratuité ; la mienne, c'est le travail. C'est de l'offre ou de la demande ? Je ne sais pas. C'est du libéralisme ? Peu importe. En augmentant le volume de travail, on augmente le pouvoir d'achat des salariés, on remet du carburant dans l'économie et on dégage des marges pour réduire les déficits.

Parallèlement, je veux engager puissamment le pays dans une politique d'investissements : TGV, ferroutage, autoroutes de

la mer, fibre optique, numérique, université, recherche, innovation. On sacrifie toujours l'investissement au profit des dépenses de fonctionnement.

Je ferai de toutes les universités des zones franches : les étudiants qui créeront une entreprise sur leur campus ne paieront pas d'impôt pendant cinq ans.

Je mettrai le paquet sur une vraie politique industrielle dans une dizaine de secteurs ciblés. Le crédit d'impôt recherche sera porté à 100 %.

Je ne veux pas que se reproduise l'erreur commise à propos de la sidérurgie dans les années 1970. On a l'air malin aujourd'hui : on manque d'acier, les prix augmentent, et on est obligé de faire des courbettes aux Indiens pour en obtenir à bon prix. »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)

LE SERVICE MINIMUM

« Si le ministre des transports et les syndicats se mettent d'accord, il n'y a pas besoin de loi. Sinon, il y aura un projet de loi dès l'été.

En juillet, je proposerai l'instauration de peines planchers sévères pour les multirécidivistes. Les mineurs multirécidivistes entre 16 et 18 ans seront punis comme les majeurs.

Je proposerai l'interdiction de la sortie de prison à tout délinquant sexuel qui ne se soumettrait pas à un traitement médical et à un système de pointage tous les quinze jours.

Je souhaite la création d'un hôpital-prison dans chaque région : la prison n'est pas faite pour les gens atteints de maladies psychiatriques. »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Édité par la Société Editrice
du Monde,
président du directoire,
directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration. Commission paritaire
des journaux et publications n° 57 437.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France





Un programme économique pour en finir avec le « partage du travail »

Le « contrat de législature 2007-2012 » présenté, lundi 13 novembre, par l'UMP décline la « rupture » prônée par M. Sarkozy. Rupture avec la politique conduite par la gauche dans les années 1990, accusée d'avoir « *socialisé l'économie, dévalorisé le travail avec les 35 heures* », rupture aussi avec une politique sociale néogaullienne, et critique de « *l'illusion du partage du travail pour lutter contre le chômage* », comme de « *la généralisation de l'assistanat plutôt que la récompense de l'effort et du mérite* ».

Au libéralisme, le projet emprunte ses références à la liberté – de travailler plus pour gagner plus, de s'organiser, etc. – et l'idée d'une régulation sociale au niveau de l'entreprise. Au passage, il propose la suppression expérimentale des seuils fiscaux et sociaux dans les PME. Au social-libéralisme, il emprunte le recours à la loi pour réformer, mais aussi une certaine conception de la lutte contre les inégalités.

Inspirée par le modèle américain, dans lequel les emplois de service et la flexibilité jouent un rôle majeur, l'UMP pense que « *ce sont les emplois qui génèrent la croissance* ». « *Et plus cette dernière est faible, plus nombreux doivent être les gens au travail* », explique Emmanuelle Mignon, directrice des études du mouvement.

Le « *contrat unique* » doit répondre aux attentes du marché du travail, selon l'UMP, et aux souhaits des entreprises. « *Plus souple, grâce à des procédures de licenciement moins longues, et surtout moins incertaines* », ce contrat, pourtant critiqué par le conseil d'orien-

tation pour l'emploi dans son « *rapport sur la sécurisation des parcours professionnels* » (octobre 2006), doit surtout permettre de « *plafonner les dommages et intérêts* » versés par le chef d'entreprise au salarié licencié, précise-t-on à l'UMP, en cas de contestation victorieuse devant les tribunaux.

Poursuivant l'entreprise de remise en question des 35 heures engagée en

2003, l'UMP propose d'exonérer de charges fiscales et sociales « *toute heure supplémentaire et toute RTT convertie en temps de travail* » et assouplit les règles du travail le dimanche. Pour doper le pouvoir d'achat, le projet prévoit le déblocage progressif de la participation et son extension dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Le programme retient aussi la fusion de l'ANPE et de l'Unedic pour créer un « *grand service public de l'emploi* » auquel les partenaires sociaux participeraient, tout en perdant la gestion directe de l'assurance-chômage. Sur le modèle scandinave, « *l'assurance retour à l'emploi* » offrirait des allocations plus élevées mais pendant moins longtemps pour inciter à la reprise du travail.

L'UMP affirme vouloir « *renforcer la représentativité* » des partenaires sociaux, sans toutefois préciser selon quelles modalités. Et à l'instar de ce que réclame le Medef, elle privilégie le dialogue « *à l'échelon des entreprises* ». La loi imposera « *une obligation de service minimum garanti* » en cas de grève dans les services publics.

Le rétablissement des finances publiques est repoussé à la fin de la législature, en 2012. A cet horizon, seront inscrits dans la Constitution un taux maximal de prélèvements obligatoires et une « *règle d'or selon laquelle le déficit des finances publiques n'est autorisé que pour financer les dépenses d'investissement* » (aujourd'hui, il finance aussi les dépenses de fonctionnement). Critique à l'égard de la Banque centrale européenne, l'UMP prône un « *gouvernement économique de l'Europe* ».

Le coup d'arrêt aux baisses d'impôt est confirmé, mais provisoire puisque « *dès que des marges de manœuvre se dégageront, elles seront consacrées en priorité à la baisse des impôts des entreprises* ». La réduction des charges fiscales et sociales passera aussi par « *le transfert progressif de la fiscalité portant sur le travail vers la fiscalité sur la pollution* ».

La mesure la plus novatrice est la suppression des droits de donation et de succession « *pour tous les patrimoines petits et moyens* », l'idée étant d'exonérer 90 % à 95 % des ménages jusqu'à 300 000 euros de patrimoine. ■

RÉMI BARROUX, MICHEL DELBERGHE ET CLAIRE GUÉLAUD
(Mercredi 15 novembre 2006.)



(Jeudi 25 janvier.)

PROPOSITIONS Emploi et chômage

Travailler plus, pour gagner plus

Pour le candidat de l'UMP, il faut permettre aux salariés de « *travailler plus pour gagner plus* ». Relativisant la politique des contrats aidés, il estime que l'activité crée la croissance qui génère l'emploi. Autoproclamé « *candidat du travail* », le candidat de l'UMP veut dépasser les 35 heures en exonérant fiscalement et socialement les heures supplémentaires, payées 25 % de plus.

Pour « *libérer toutes les forces de travail du pays* », M. Sarkozy veut favoriser le cumul emploi-retraites, fusionner l'ANPE et l'Unedic et mettre en place un contrat de travail unique (à droits progressifs), dont le but serait, notamment, de sécuriser juridiquement et financièrement le licenciement pour l'employeur.

Réglementer le droit de grève

Sans s'opposer formellement au RMI, il souhaite conditionner les revenus d'insertion à la reprise d'une activité. Pour mener à bien ses réformes, comme le travail du dimanche ou l'instauration du service minimum, M. Sarkozy entend réglementer le droit de grève, notamment en instaurant « *un vote à bulletin secret au bout de huit jours de grève* ». ■

(Jeudi 5 avril.)

Ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite

(...) M. SARKOZY veut relancer l'économie en détaxant les heures supplémentaires et en réduisant le train de vie de l'Etat. Cette réduction passe pour lui par le non-remplacement de la moitié des fonctionnaires partant en retraite.

M. Sarkozy, qui a imposé son analyse de la crise de la valeur travail dans la campagne, aura conservé jusqu'au bout son avantage initial sur ce terrain. Attaquant la gauche sur le partage du travail, évoquant les conséquences néfastes sur l'organisation à l'hôpital public de la réduction du temps de travail – ce que Martine Aubry a fini par reconnaître –, M. Sarkozy a marqué des points sur les 35 heures, même s'il en a exagéré le coût. Son chiffre de 17 milliards d'euros correspond à l'ensemble des allègements de charges consentis depuis 1993. (...) M^{me} Royal a critiqué la détaxation des heures supplémentaires de M. Sarkozy, qui profiterait à ceux qui ont déjà un emploi, et épinglée par nombre d'économistes.

Sur les retraites, l'avenir de la réforme de 2003 a opposé les candidats. Si M^{me} Royal n'a pas repris l'idée du PS

d'abroger la loi de 2003, elle se propose de la « *remettre à plat* » par la négociation avec les partenaires sociaux. M. Sarkozy, lui, s'est félicité des effets positifs de la loi Fillon, en particulier l'allongement de la durée de cotisation (41 ans en 2012). Son affirmation d'un équilibre assuré jusqu'en 2020 est contredite par le Conseil d'orientation des retraites (COR), selon qui, sans nouvelles mesures, un tiers seulement des besoins de financement des régimes est assuré.

« Un souci d'égalité »

Sur l'allongement de la durée de cotisation, M^{me} Royal a rappelé la nécessité d'intégrer la pénibilité du travail et la situation des femmes dans ce calcul, mais n'a pas voulu se prononcer sur la durée de 41 ans de cotisations. En indiquant que la pénibilité était « *déjà prise en compte dans la loi Fillon* », M. Sarkozy s'est trompé. La question avait été renvoyée à une négociation entamée voici deux ans et qui n'a jamais abouti.

D'accord sur l'augmentation des petites retraites, les candidats divergent sur

leur financement. M. Sarkozy a réaffirmé sa volonté de réformer les régimes spéciaux « *par souci d'égalité* ». Il estime que cela permettra de financer l'augmentation de 25 % des petites retraites. Toutefois, ces régimes concernent 5 % des retraités. (...)

S'ils affirment partager le même souci de réduction de la dette, les deux candidats s'opposent sur les moyens d'y parvenir, notamment à propos du poids de l'Etat comme du nombre de fonctionnaires. Quand Nicolas Sarkozy parle de « *gains de productivité* » en réduisant les effectifs, Ségolène Royal défend la « *qualité du service public à la française* » et parie sur la croissance.

Le candidat de l'UMP propose de ne

remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, soit, d'ici à 2015, 40 % des 5 millions de salariés de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités territoriales. Un objectif très éloigné des « *gains de productivité* » réalisés au ministère de l'économie ou dans les services des impôts, toujours cités en exemple, qui totalisent un peu moins de 200 000 salariés, pour 1 150 000 dans l'éducation nationale. Les lois successives de décentralisation ont en fait modifié la répartition des effectifs entre l'administration de l'Etat et celle des collectivités locales, là où, depuis 1992, les créations ont été les plus nombreuses. (...) ■

RÉMI BARROUX, MICHEL DELBERGHE ET CLAIRE GUÉLAUD
(Vendredi 4 mai.)

Vendre 1 % du parc HLM par an

POUR résoudre la crise du logement, Nicolas Sarkozy s'est fixé un cap : permettre aux « Français » de devenir propriétaires. Clôturant la convention de l'UMP sur le logement, qui s'est tenue jeudi 14 septembre 2006 à Paris, le probable candidat à l'élection présidentielle a prononcé un discours de plus d'une heure pour exposer les grandes lignes de son programme en matière d'habitat et d'urbanisme.

A la différence du PS, qui met l'accent sur la production de HLM (120 000 par an, contre 80 000 à l'heure actuelle), le patron de l'UMP a souligné les vertus de la propriété privée – en la qualifiant de « *meilleure protection contre la précarité* ».

Pour favoriser ce statut d'occupation, qui concerne 56 % des ménages en France, contre « *70 % en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis* », M. Sarkozy souhaite promouvoir le recours au crédit hypothécaire – au détriment de la garantie sur les personnes, très développée en France mais qui tend à exclure les ménages aux revenus trop faibles ou instables, selon le

président de l'UMP. Il suggère aussi de créer un nouveau système dans lequel l'acquéreur commence par rembourser le bâti puis le foncier.

M. Sarkozy reprend à son compte une idée chère à l'ancien ministre du logement, Gilles de Robien : la vente obligatoire de 1 % du parc HLM par an, soit environ 40 000 logements. Evoqué à la fin 2003, ce projet avait suscité l'ire des associations, de la gauche et du mouvement HLM ; il avait finalement été abandonné après les élections locales de mars 2004.

Loyers modulés

Le président de l'UMP s'est approprié une autre idée controversée : la prise en compte des opérations d'accession sociale à la propriété dans le quota de 20 % de logements sociaux imposés à environ 740 communes.

Réclamée par une large partie des députés UMP à l'occasion de l'examen de la loi engagement national pour le logement, durant le premier semestre 2006, cette disposition avait provoqué une

levée de boucliers avant d'être retirée. Aujourd'hui, M. Sarkozy la recycle, mais se dit prêt à aller au-delà des 20 %.

Enfin, petite révolution dans le monde HLM, le président de l'UMP est partisan d'une modulation des loyers en fonction des ressources des ménages. Par cette mesure, il espère inciter les locataires les plus aisés à quitter leur logement – moyennant une aide financière – et libérer ainsi des places pour d'autres familles moins fortunées.

L'intervention du président de l'UMP puise son inspiration dans l'idéologie libérale, mais elle recèle des « *ouvertures sociales* », aux yeux du délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, Patrick Dautreigne.

Le coût de ces mesures n'a pas été chiffré, ajoute-t-il, mais certaines d'entre elles pèseront lourdement sur les finances publiques – par exemple la revalorisation des aides personnelles au logement en fonction de la progression de l'indice des loyers. ■

BERTRAND BISSUEL
(Samedi 16 septembre 2006.)

PROPOSITIONS Logement

Une France de propriétaires

M. Sarkozy veut « *faire de la France un pays de propriétaires* ». Pour aider les particuliers à acquérir leur logement, il propose de rendre déductible de l'impôt sur le revenu la totalité des intérêts d'emprunt et de développer le crédit hypothécaire.

HLM mis en vente

Le président de l'UMP se donne pour objectif de vendre environ 40 000 logements sociaux par an à leurs occupants (soit 1 % du parc HLM). Les communes qui sont tenues d'avoir au moins 20 % de logements sociaux sur leur territoire pourront inclure dans le décompte les opérations d'accession sociale à la propriété ; le quota sera revu à la hausse, mais M. Sarkozy n'a pas précisé le pourcentage qui sera retenu.

Risques locatifs

Les programmes immobiliers nouveaux, qui sont lancés dans des territoires comptant un faible nombre de HLM, devront intégrer une part minimale de logements sociaux. Les loyers dans le parc HLM seront modulés en fonction des ressources des locataires. Une garantie des risques locatifs sera mise en place pour couvrir les impayés de loyer ; en contrepartie, les cautions et le dépôt de garantie seront supprimés. Les personnes qui doivent déménager pour des raisons professionnelles seront exonérées de droit de mutation sur la vente ou l'achat de leur logement. Enfin, le candidat de l'UMP s'engage à lancer un plan en faveur de la création de « *logements étudiants modernes* ». ■

(Mardi 6 mars.)

« LA PROPORTIONNELLE ET LE VOTE DES ÉTRANGERS

« Proposer le vote des étrangers serait faire reculer le débat. Je dis non à la proportionnelle aux législatives, mais oui en ce qui concerne le Sénat. Si un jour il devait y avoir une ouverture à l'Assemblée, cela ne pourrait se faire que par la suppression d'un certain nombre de sièges de députés élus dans les circonscriptions. En revanche, je proposerai la ratification des principales nominations de fonctionnaires ou d'autorités par les com-

missions compétentes de l'Assemblée, afin qu'elles ne soient plus le produit de la connivence, mais de la compétence. Je créerai un statut de l'opposition et, si je suis élu, je recevrai régulièrement les leaders de l'opposition. En outre, je ne serais pas choqué que la présidence de la commission des finances soit confiée à un élu de l'opposition. »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)



M. Sarkozy plaide pour un axe franco-allemand « moins exclusif »

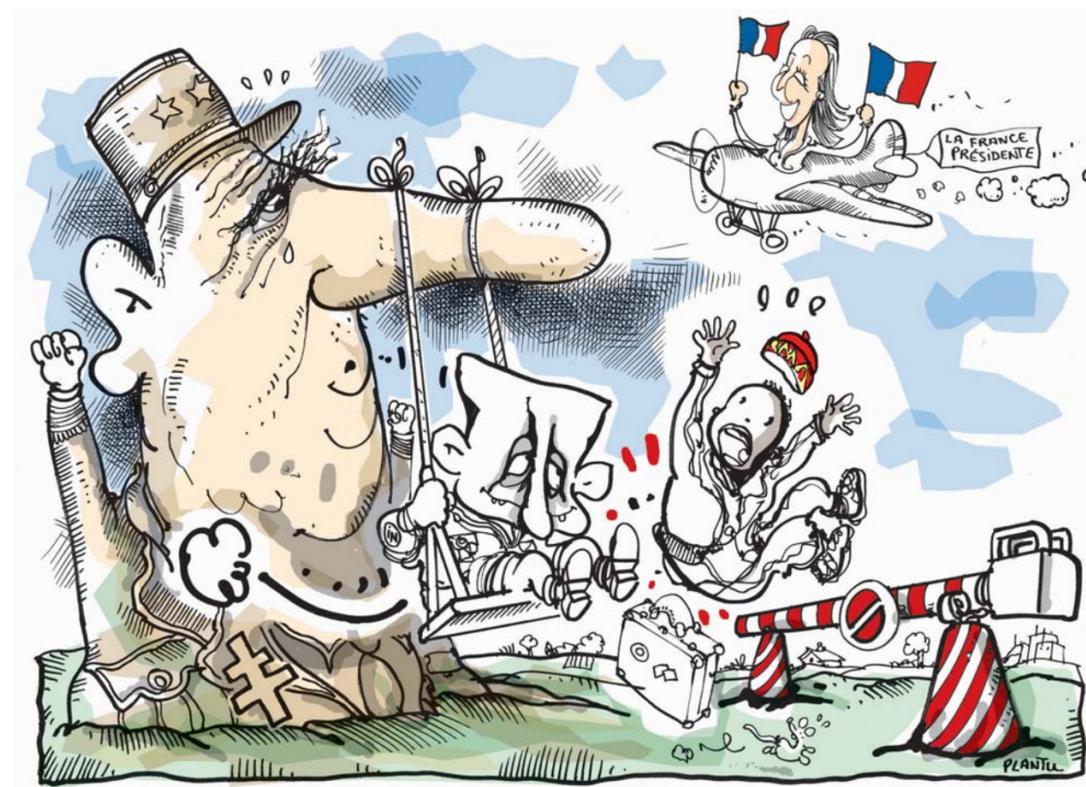
Cherchant à se camper en homme d'Etat, Nicolas Sarkozy a exposé, mercredi 28 février, dans un long discours, sa vision de la politique étrangère de la France. Il a rendu un hommage appuyé à l'action menée par Jacques Chirac depuis douze ans, précisant que sa volonté de « diagnostic » n'est pas « le prélude à une table rase ».

Cette nuance lui a permis, au long de sa conférence de presse, de tracer au scalpel la ligne de ses différences avec le président de la République. Et de tenter de faire la preuve de sa crédibilité sur le sujet, alors que l'UMP n'a cessé de souligner l'« amateurisme » de Ségolène Royal sur les questions internationales.

M. Sarkozy a d'abord salué la « fermeté » de M. Chirac, dont il escompte le soutien dans la campagne électorale, au sujet de la Bosnie et du Kosovo, la « lucidité » qui lui a permis de ne pas entraîner la France dans « l'entreprise incertaine d'une guerre en Irak qui était une erreur historique » et son « action décisive » sur la question du changement climatique. Il s'est également rapproché du point de vue du chef de l'Etat à propos des Etats-Unis, refusant toute « soumission » à un pays dont la France est l'allié « indéfectible ». « Je demande à nos amis américains de nous laisser libres, libres d'être leurs amis », a-t-il dit.

Se saisissant d'une question d'une journaliste étrangère, il a voulu se débarrasser une fois de plus de sa réputation d'atlantiste, la mettant au défi de « trouver un texte ou une émission où [il ait] soutenu George Bush en Irak ». Même l'axe franco-allemand, dont M. Chirac – après François Mitterrand – a fait le cœur de sa politique européenne, n'a pas été dénigré. M. Sarkozy, qui jusqu'alors préconisait un « moteur à six » (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Pologne, Espagne, Italie) pour relancer la construction européenne, n'y a pas fait allusion. Il s'est borné à souhaiter « un axe aussi fort, mais moins exclusif ».

Ces précautions prises, le candidat de l'UMP a souhaité fonder sa politique étrangère sur une « doctrine », une manière de suggérer que celle de M. Chirac n'était, au choix, que la poursuite d'une tradition, ou



Nicolas Sarkozy, qui veut durcir la politique d'immigration, se rend sur la tombe de De Gaulle, le 16 avril, à Colombey (Jeudi 19 avril.)

une accumulation de penchants parfois très personnels. Cette « doctrine » s'oppose « au relativisme culturel qui voudrait que certains peuples ne soient pas faits pour la démocratie ». Une pierre dans le jardin du chef de l'Etat, soupçonné d'être peu regardant sur la nature des régimes dont il soutient les dirigeants. L'évolution de la Russie est « préoccupante », estime M. Sarkozy, et « le silence n'est pas acceptable » face aux « 200 000 morts et 400 000 déplacés des guerres de Tchétchénie ». Ce silence, M. Sarkozy l'avait pourtant lui-même observé en 2002, lorsque, ministre de l'intérieur, il avait lancé une coopération avec

les services secrets russes, dans le cadre de la lutte contre les « filières tchéthènes ».

Mais le candidat veut placer désormais les droits de l'homme au cœur de l'action de la France, sans soumettre les « intérêts économiques » à une quelconque « complaisance à l'égard des oppresseurs ». La Chine est cependant à ses yeux avant tout digne d'une « grande admiration » pour sa « réussite économique et monétaire exceptionnelle », même si elle doit aussi « se poser la question des libertés publiques », a-t-il déclaré en réponse à la question d'une journaliste de la télévision d'Etat chinoise.

Concernant l'Afrique, M. Sarkozy s'est interrogé sur la présence de bases militaires françaises, « mal comprises par la jeunesse ». Il a souhaité, tout en fustigeant « les réseaux d'un autre temps », que l'armée française reste au service de la sécurité en Afrique, mais que cette présence militaire soit « limitée au strict minimum lorsque l'Union africaine se sera dotée d'une capacité » suffisante.

S'agissant du Darfour, où « il y a urgence à agir », M. Sarkozy va plus loin que M. Chirac, qui prône le dialogue avec les autorités de Khartoum. Si le régime soudanais refuse le déploiement d'une force

internationale, il devra être « mis au ban » des nations, estime le candidat.

Sur la question de l'Irak et de la prolifération nucléaire, M. Sarkozy a prôné la fermeté, appelant à un renforcement du régime de sanctions à l'ONU, car « elles peuvent être efficaces », alors que M. Chirac entretient des doutes à ce sujet. Le candidat de l'UMP a vivement critiqué la prise de position de Ségolène Royal sur l'Irak, qualifiant d'« irresponsable » l'idée que ce pays devrait être interdit d'accès au nucléaire civil. Il a établi un parallèle entre la crise du nucléaire iranien et celle des missiles de Cuba en 1962, invoquant la solidarité dont avait fait preuve à l'époque le général de Gaulle à l'égard des Etats-Unis. Il s'en est ainsi prouvé, sans la mentionner explicitement, à l'initiative de M. Chirac qui voulait dépêcher à Téhéran, en janvier, un émissaire de haut rang : « La situation est trop grave pour jouer en solitaire », a-t-il dit.

L'expression « monde multipolaire », qu'affectionne M. Chirac sur un mode parfois incantatoire, n'a pas figuré une seule fois dans le discours du candidat. Ni quoi que ce soit qui rappellerait l'idée, exprimée en janvier par le chef de l'Etat, d'une « fin de la domination séculaire et sans partage de l'Occident sur le reste du monde ». Nicolas Sarkozy, moins lyrique sur la diversité des cultures, se contente de rappeler l'importance du « multilatéralisme » et de l'ONU, « seule légitime pour traiter certains problèmes », reprenant en cela des socles de la politique de M. Chirac.

Rien n'indique non plus que M. Sarkozy changerait d'approche sur la question du Liban et de la Syrie, sujet qui tient particulièrement à cœur au président de la République, qui s'est érigé en grand défenseur, sur la scène internationale, du gouvernement Sinioua. Le Liban, « un des derniers pays où des gens de confessions différentes sont capables de vivre ensemble », a estimé M. Sarkozy est un « miracle » qu'il « ne faut pas laisser mourir ». Sur ce point, il se positionnait en héritier fidèle. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE
ET PHILIPPE RIDET
(Vendredi 2 mars.)

Aux Etats-Unis, il dénonce « la France arrogante » L'opposition à l'adhésion turque inquiète Bruxelles

L'entretien n'a pas eu lieu dans le bureau Ovale, mais peu importe : Nicolas Sarkozy a rencontré, mardi 12 septembre à Washington, le président George Bush pendant « près de quarante minutes », selon la partie française... mais vingt-cinq minutes selon la partie américaine, citée dans le *New York Times*. L'échange a eu lieu dans le bureau du conseiller à la sécurité nationale, Stephen Hadley. Cécilia Sarkozy était présente ainsi que le député (UMP) Pierre Lellou-

che, ancien conseiller diplomatique de Jacques Chirac. A la satisfaction de l'entourage du ministre, la Maison Blanche a diffusé la photo. Et, comme l'a dit un membre de la délégation, « l'important, c'était de voir le président, pas le bureau ».

Selon l'entourage du ministre français, le président Bush avait pris connaissance du discours prononcé, le matin, par M. Sarkozy devant la French American Foundation. Une intervention aimable pour les Etats-Unis, mais moins

pour le Quai d'Orsay, qui a paru visé. Après avoir rappelé le contentieux transatlantique de 2003 sur l'Irak, M. Sarkozy a plaidé pour « l'efficacité de la modestie » face à une « France arrogante ». « Plus jamais nous ne devons faire de nos désaccords une crise », a-t-il dit.

« Il n'est pas convenable de chercher à mettre ses alliés dans l'embaras, ou de donner l'impression de se réjouir de leurs difficultés » : au-delà des relations franco-américaines, M. Sarkozy a abordé de nombreux sujets, tels que l'Irak, Israël, la Russie ou le Darfour (mais il n'a rien dit sur l'Irak). Son entourage a réfuté le terme de « rupture », sans nier que la tonalité soit différente. Sur l'Irak, le ministre de l'intérieur a été très ferme. A un moment où même Washington ne met plus en avant d'autre option que des sanctions graduelles, M. Sarkozy a insisté sur le fait que « toutes les options sont ouvertes ».

Interrogé sur l'hypothèse de sanctions contre le régime de Téhéran, il a indiqué qu'il ne se faisait « pas beaucoup d'illusions sur leur efficacité », avant d'ajouter : « Il ne faut fermer aucune porte. Je crois avoir été le plus clair possible. Dans les années 1980, au moment de la crise des otages, la fermeté avait payé. » Alors que le ministre des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, avait qualifié, en juillet, l'Irak de « facteur de stabilité » au Moyen-Orient, M. Sarkozy a estimé que Téhéran était plutôt « un gage de fébrilité » (...)

Sur Israël, il a tenu le langage que tout présidentiable américain pourrait adopter. « Je veux dire combien je me sens proche d'Israël », a dit M. Sarkozy. Israël est la victime. Il doit tout faire pour éviter de passer pour l'agresseur. Il a cependant ajouté qu'en tant qu'ami d'Israël il se devait d'appeler les Israéliens à la retenue. « Nous sommes à vos côtés, mais ayez la réaction appropriée, pas la réaction disproportionnée », a-t-il dit.

Sur le Darfour enfin, grand sujet de préoccupation aux Etats-Unis, (...) Nicolas Sarkozy a plaidé pour que « l'indifférence » et le « manque de courage » de la communauté internationale ne permettent pas que se poursuive « le premier crime contre l'humanité du XXI^e siècle ». ■

CORINE LESNES
(Jeudi 14 septembre 2006.)

PROPOSITIONS Immigration

« Immigration choisie »
Le candidat de l'UMP veut « poursuivre et renforcer » la politique d'« immigration choisie » promue par la loi du 24 juillet 2006. Il entend ainsi durcir les conditions du regroupement familial, « afin que vivre en France soit un projet fondé sur le travail, pas sur le bénéfice de prestations sociales ».

Apprendre le français
S'il est élu, Nicolas Sarkozy fera adopter, dès juillet, une nouvelle loi destinée à « encadrer » la procédure. Pour faire venir sa famille, « il faudra un logement, un travail, mais aussi apprendre le français avant de venir ».

M. Sarkozy entend fixer

des plafonds annuels d'entrées par catégorie (immigration économique, asile, regroupement familial), afin d'« adapter les flux annuels d'immigration aux besoins et aux capacités d'accueil de la France ».

Attirer les plus qualifiés
Il veut mettre en place un système à points multicritère (maîtrise de la langue, niveau de diplôme, etc.) pour attirer les étrangers qualifiés « sans porter atteinte aux intérêts des pays d'origine ». Avec ces derniers, à l'instar de l'accord signé avec le Sénégal en septembre 2006, il souhaite multiplier les traités de codéveloppement et d'immigration concertée. ■

(Mercredi 21 mars.)

PROPOSITIONS Construction européenne

Un traité simplifié
Dès septembre 2006, Nicolas Sarkozy a évoqué l'idée d'un mini-traité, devenu entre-temps « traité simplifié », pour faire adopter au plus vite les réformes institutionnelles contenues dans le projet de traité constitutionnel européen rejeté par les Français lors du référendum du 29 mai 2005. Ce traité, selon le candidat de l'UMP, ne justifierait pas le recours à ce stade à un deuxième

référendum mais pourrait être ratifié par voie parlementaire. Le 28 février, M. Sarkozy s'est prononcé pour la mise en place d'un président du Conseil européen, d'un ministre des affaires étrangères de l'Union, et pour l'extension de la règle de la majorité qualifiée dans les processus de décision communautaire. « Il nous faut changer la règle de l'unanimité en Europe », a-t-il dit.

Opposé à l'entrée de la Turquie
Au-delà des institutions, il a souligné, le 14 janvier, « l'urgence » d'un « gouvernement économique » et le renforcement de la préférence communautaire. Il a souvent réaffirmé son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il a annoncé que, s'il était élu, il se rendrait à Bruxelles et à Berlin pour ouvrir les négociations sur le nouveau traité. ■

(Samedi 14 avril.)

UNION DE LA MÉDITERRANÉE

« L'agenda sera européen, avec une première visite à Bruxelles et à Berlin. Puis j'irai en Afrique. La question de l'immigration, du développement du continent et de la Méditerranée est centrale. Je proposerai une union de la Méditerranée, comme il y a eu la Communauté européenne. C'est là que tout se joue : la guerre et la paix, la catastrophe environnementale ou non. »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)

LE CALENDRIER EUROPÉEN

« Il faut aller vite, parce qu'on a perdu trop de temps. Il faut régler les choses entre la présidence allemande de ce semestre et la présidence française en 2008. Concrètement, à la fin 2007, on se dote de nouvelles institutions, on engage les négociations sur la future PAC, on pose la question de la concurrence et de la préférence communautaire, on suspend tout élargissement à l'adoption de nouvelles institutions. Dans le même temps, j'engage une discus-

sion sur la refondation de l'axe franco-allemand et son contenu. Je veux porter un nouveau débat en Europe. Nous sommes tombés sur la tête. Nous sommes victimes d'un dumping social, environnemental, fiscal et monétaire. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte ? Ne croyez-vous pas que c'est au président de la République d'engager le combat sur ces fronts ? »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)

LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

« C'est une folie. La Constitution préparée de façon excellente par Valéry Giscard d'Estaing est morte, parce que les Français ont dit non, et les Néerlandais aussi. Le rapport de force en Europe ne permet pas d'avoir une nouvelle Constitution. Faire voter un nouveau référendum, c'est se mettre en situation de faire battre l'Europe et donc de la démanteler. C'est pourquoi je propose de la doter de

quelques règles institutionnelles qui lui permettront de mieux fonctionner : un président, une règle de l'unanimité modifiée. Nul ne peut se voir imposer une décision contraire à ses intérêts vitaux, mais il ne faut pas qu'un pays puisse empêcher les autres d'avancer, comme c'est le cas sur la politique d'immigration. »

ENTRETIEN
(Jeudi 26 avril.)